

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/201156]

18 MARS 2021. — Arrêté royal fixant, pour les blanchisseries, les lavoirs, les entreprises de repassage ainsi que les dépôts et "shops" s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur d'activité, les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (CP 110) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par les lois des 4 juillet 2011 et 15 janvier 2018, et § 3, modifié par les lois des 29 décembre 1990 et 26 juin 1992;

Vu l'avis de la Commission paritaire pour l'entretien du textile, donné le 14 octobre 2020;

Vu l'avis 68.385/1 du Conseil d'État, donné le 26 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la nature des services offerts par le secteur de l'entretien des textiles implique que les délais de livraison sont courts en raison des grandes fluctuations de la demande, qu'en outre, la demande pour ces services est très variable et est influencée par des jours fériés (surtout un impact sur les lavoirs et les nettoyages à sec), les conditions climatiques (affectant surtout les nettoyages à sec), les saisons (impact sur le volume et la composition du chiffre d'affaire) et les saisons touristiques (impact sur les entreprises situées dans les régions touristiques) et que ce secteur connaît une forte tension de main-d'œuvre (principalement des ouvrières non-qualifiées);

Considérant qu'en raison de ces circonstances exceptionnelles pour certaines entreprises situées au littoral et dans les centres touristiques, ressortissant de la Commission paritaire pour l'entretien du textile, il est indispensable que le régime de travail à temps réduit, qui comporte au moins un jour de travail par semaine, soit instauré pour une durée supérieure à trois mois.

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des blanchisseries, des lavoirs, des entreprises de repassage ainsi que des dépôts et "shops" s'occupant d'une ou de plusieurs activités relevant de ce secteur d'activité.

Art. 2. En cas de manque total ou partiel de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être suspendue ou un régime de travail à temps réduit peut être instauré à partir du premier jour de travail suivant celui de la notification.

L'employeur ne peut faire usage de ce régime que seize fois par année.

Les entreprises liées par la convention collective de travail du 9 mars 1983 conclue au sein de la Commission paritaire des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1983, peuvent faire usage de cette dérogation vingt fois par an.

La notification s'effectue, soit par voie d'affichage d'un avis à un endroit apparent dans les locaux de l'entreprise, soit par remise d'une notification écrite individuelle aux ouvriers mis en chômage.

La notification individuelle doit être contresignée par ces derniers.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/201156]

18 MAART 2021. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst voor de witwasserijen, de zelfwasserijen, de strijkondernemingen, en voor de depots en "shops" die zich met één of meer bedrijvigheden van voornoemde bedrijfssector bezighouden (PC 110) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wetten van 4 juli 2011 en 15 januari 2018, en § 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 26 juni 1992;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de textielverzorging, gegeven op 14 oktober 2020;

Gelet op advies 68.385/1 van de Raad van State, gegeven op 26 januari 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aard van de diensten aangeboden door de textielverzorgingssector inhoudt dat de leveringstermijnen kort zijn door de grote schommelingen in de vraag, dat bovendien de vraag naar deze diensten zeer variabel is en beïnvloed wordt door feestdagen (vooral impact op wasserijen en droogkuis), weersomstandigheden (vooral invloed op droogkuis), jaargetijden (invloed op volume en samenstelling van de omzet) en toeristische seizoenen (invloed op bedrijven in toeristische streken) en dat deze sector zeer personeelsintensief is (hoofdzakelijk tewerkstelling van laaggeschoolde werksters);

Overwegende dat de regeling van gedeeltelijke arbeid, die ten minste één arbeidsdag per week omvat, ten gevolge van deze uitzonderlijke omstandigheden voor sommige in de kuststreek en in de toeristische centra gelegen ondernemingen, die onder het Paritair Comité voor de textielverzorging ressorteren, onvermijdelijk voor een langere duur dan drie maanden moet ingevoerd worden.

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de witwasserijen, de zelfwasserijen, de strijkondernemingen, en van de depots en "shops" die zich met één of meer bedrijvigheden van voornoemde bedrijfssector bezighouden.

Art. 2. Bij volledig of gedeeltelijk gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden worden geschorst, of mag een regeling van gedeeltelijke arbeid worden ingevoerd, vanaf de eerste arbeidsdag volgend op die van de kennisgeving.

Van deze regeling mag de werkgever slechts zestien maal per jaar gebruik maken.

De ondernemingen, die gebonden zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 maart 1983, gesloten in het Paritair Comité voor het wasserij-, ververij- en ontvettingsbedrijf, betreffende de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1 juli 1983, mogen twintig maal per jaar van deze afwijking gebruik maken.

Deze kennisgeving geschiedt door aanplakking van een bericht op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ofwel door overhandiging van een individuele schriftelijke kennisgeving aan de werkloos gestelde werklieden.

De individuele kennisgeving moet door hen ondertekend worden.

Suivant le cas, cette notification indique soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit les départements ou sections de l'entreprise, soit les catégories professionnelles dont l'activité sera suspendue ou réduite.

Art. 3. En cas de manque total de travail touchant soit la totalité de l'entreprise, soit un département de celle-ci, soit une ou plusieurs catégories professionnelles, la suspension ne peut, en aucun cas, se prolonger au-delà de six jours de travail consécutifs, interrompus ou non par un dimanche, un jour férié ou tout autre jour habituel d'inactivité.

Art. 4. Lorsqu'en cas de manque partiel de travail, l'employeur instaure un régime de travail à temps réduit, ce régime doit être organisé de la façon suivante:

1° soit par l'occupation de la totalité du personnel de l'entreprise, du département ou de la (ou des) catégorie(s) professionnelle(s) intéressée(s):

a) soit pendant au moins trois jours de travail par semaine ou une semaine de travail sur deux semaines;

b) soit pendant au moins un jour de travail et moins de trois jours de travail par semaine;

2° soit par un régime de roulement qui consiste en la répartition équitable des jours de travail, comme mentionnée sous 1°, entre les ouvriers de toute l'entreprise, du département ou de la (ou des) catégorie(s) professionnelle(s) intéressée(s).

Art. 5. Sans préjudice des dispositions de l'article 2, alinéa 2:

1° le régime de travail à temps réduit visé à l'article 4, 1°, a), peut être instauré pour une durée indéterminée;

2° le régime de travail à temps réduit visé à l'article 4, 1°, b), ne peut être instauré que pour une durée de trois mois au maximum, sauf dans la région du littoral et dans les centres touristiques où ce régime peut être instauré pour une durée de quatre mois au maximum.

Pour l'application du présent article, il faut entendre, par la région du littoral: les communes qui ne sont pas situées à plus de cinq kilomètres de la côte.

Sont considérées comme centres touristiques, les localités qui remplissent au moins deux des conditions suivantes:

a) les localités où la plupart des hôtels sont fermés pendant au moins six mois par an;

b) les localités où le nombre de résidents augmente notablement à certaines époques de l'année;

c) les localités où le personnel engagé dans l'industrie hôtelière augmente dans de fortes proportions à certaines époques de l'année.

Art. 6. Lorsqu'en cas de manque partiel de travail, l'employeur instaure un régime de travail à temps réduit, le nombre maximal de journées de chômage est fixé à quatre quand il s'agit d'un régime hebdomadaire.

Art. 7. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la notification visée à l'article 2, alinéa 4, doit mentionner:

1° la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou le régime de travail à temps réduit prendra cours et la date à laquelle cette suspension ou ce régime prendra fin;

2° les dates auxquelles les ouvriers seront en chômage.

Art. 8. Pour l'application du présent arrêté, est considéré comme jour de travail chaque jour pendant lequel on doit travailler normalement, conformément au régime de travail fixé au règlement de travail.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 25 mai 2021 et cesse d'être en vigueur le 24 mai 2023.

Naargelang van het geval, vermeldt de kennisgeving, ofwel de naam, voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, ofwel de afdelingen of secties van de onderneming, ofwel de beroepscategorieën waarvan de bedrijvigheid wordt geschorst of beperkt.

Art. 3. Bij volledig gebrek aan werk dat ofwel de gehele onderneming ofwel een afdeling ervan, ofwel één of meer beroepscategorieën betreft, mag de schorsing in geen geval langer duren dan zes opeenvolgende arbeidsdagen al dan niet onderbroken door een zondag, een feestdag of elke andere gewone inactiviteitsdag.

Art. 4. Wanneer de werkgever, bij gedeeltelijk gebrek aan werk, een regeling van gedeeltelijke arbeid invoert, dient deze regeling als volgt ingericht te worden:

1° ofwel door de tewerkstelling van het gehele personeel van de onderneming, van de afdeling of van de betrokken beroepscategorie(ën) gedurende:

a) ofwel ten minste drie arbeidsdagen per week of één arbeidsweek per twee weken;

b) ofwel ten minste één arbeidsdag en minder dan drie arbeidsdagen per week;

2° ofwel door een beurtregeling waarbij de arbeidsdagen, zoals onder 1° vermeld, op een billijke wijze worden verdeeld, onder de werklieden van de gehele onderneming, van de afdeling of van de betrokken beroepscategorie(ën).

Art. 5. Onverminderd de bepalingen van artikel 2, tweede lid, kan:

1° de bij artikel 4, 1°, a), bedoelde regeling van gedeeltelijke arbeid voor een onbepaalde duur worden ingevoerd;

2° de bij artikel 4, 1°, b), bedoelde regeling van gedeeltelijke arbeid, slechts voor een duur van ten hoogste drie maanden worden ingevoerd, behalve in de kuststreek en in de toeristische centra, waar deze regeling voor een duur van ten hoogste vier maanden kan worden ingevoerd.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder kuststreek verstaan, de gemeenten die niet verder dan vijf kilometer van de kust gelegen zijn.

Als toeristische centra worden beschouwd, de plaatsen die aan ten minste twee van de volgende voorwaarden voldoen:

a) de plaatsen waar de meeste hotels gedurende ten minste zes maanden per jaar gesloten zijn;

b) de plaatsen waar het aantal verblijfhouders op sommige tijdstippen van het jaar in aanzienlijke mate toeneemt;

c) de plaatsen waar het in het hotelbedrijf tewerkgesteld personeel op sommige tijdstippen van het jaar sterk toeneemt.

Art. 6. Wanneer de werkgever, bij gedeeltelijk gebrek aan werk, een regeling van gedeeltelijke arbeid invoert, is het maximum aantal werkloosheidsdagen vastgesteld op vier wanneer het een wekelijkse regeling betreft.

Art. 7. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, moet de bij artikel 2, vierde lid, bedoelde kennisgeving vermelden:

1° de datum waarop de volledige schorsing van de overeenkomst of de regeling van gedeeltelijke arbeid ingaat en de datum waarop die schorsing of die regeling een einde zal nemen;

2° de data waarop de werklieden werkloos zullen zijn.

Art. 8. Voor de toepassing van dit besluit wordt als arbeidsdag beschouwd, elke dag waarop overeenkomstig de in het arbeidsreglement vastgestelde arbeidstijdregeling normaal moet gewerkt worden.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 25 mei 2021 en treedt buiten werking op 24 mei 2023.

Art. 10. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge*:
Loi du 3 juillet 1978,
Moniteur belge du 22 août 1978.
Loi du 29 décembre 1990,
Moniteur belge du 9 janvier 1991.
Loi du 26 juin 1992,
Moniteur belge du 30 juin 1992.
Loi du 30 décembre 2001,
Moniteur belge du 31 décembre 2001.
Loi du 4 juillet 2011,
Moniteur belge du 19 juillet 2011.
Loi du 15 janvier 2018,
Moniteur belge du 5 février 2018.

Art. 10. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:
Wet van 3 juli 1978,
Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1978.
Wet van 29 december 1990,
Belgisch Staatsblad van 9 januari 1991.
Wet van 26 juni 1992,
Belgisch Staatsblad van 30 juni 1992.
Wet van 30 december 2001,
Belgisch Staatsblad van 31 december 2001.
Wet van 4 juli 2011,
Belgisch Staatsblad van 19 juli 2011.
Wet van 15 januari 2018,
Belgisch Staatsblad van 5 februari 2018.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2021/20671]

18 MARS 2021. — Arrêté royal modifiant les articles 18, § 2, B., e), et 24, § 1^{er}, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 35, § 1^{er}, alinéa 5, et § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1997, confirmé par la loi du 12 décembre 1997 ;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;

Vu la proposition du Conseil technique médical formulée au cours de sa réunion du 15 janvier 2019 ;

Considérant que le Service d'évaluation et de contrôle médicaux n'a formulé aucun avis dans le délai de cinq jours mentionné à l'article 27, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et qu'en application de cette disposition légale, l'avis concerné est par conséquent censé avoir été donné ;

Vu la décision de la Commission nationale médico-mutualiste du 4 février 2019 ;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 20 février 2019 ;

Vu la décision du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité du 25 février 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2019 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 22 janvier 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 26 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2021/20671]

18 MAART 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 18, § 2, B., e), en 24, § 1, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35, § 1, vijfde lid, en § 2, eerste lid, 1^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

Gelet op het voorstel van de Technische geneeskundige raad, gedaan tijdens zijn vergadering van 15 januari 2019;

Overwegende dat door de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle geen advies is geformuleerd binnen de termijn van vijf dagen, vermeld in artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en dat het betrokken advies dienvolgens met de toepassing van die wetsbepaling wordt geacht te zijn gegeven;

Gelet op de beslissing van de Nationale commissie artsenziektenfondsen van 4 februari 2019;

Gelet op het advies van de Commissie voor Begrotingscontrole, gegeven op 20 februari 2019;

Gelet op de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering van 25 februari 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 22 januari 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 26 januari 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;